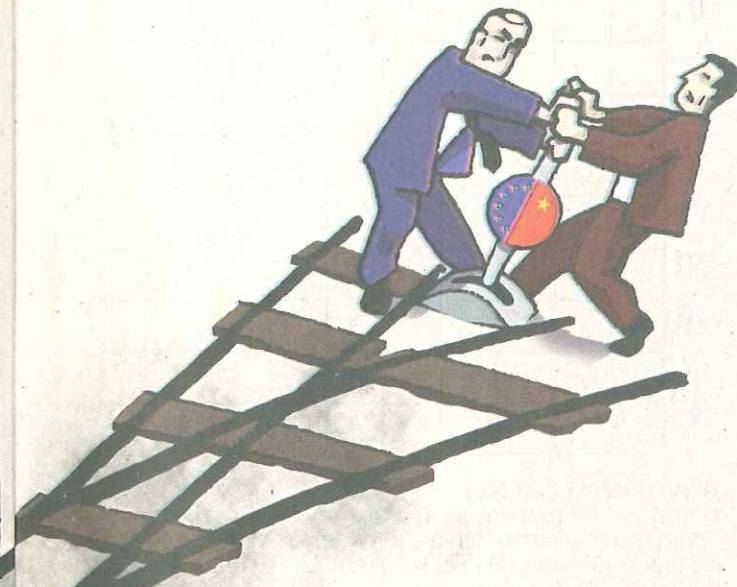


Pour un modèle de développement souverain

Raf Custers (Gresea) et Tamira Gunzburg (Broederlijk Delen), au nom du Réseau Belge Ressources Naturelles



Poppe Olivier



► L'avidité pour les minerais ne met pas seulement la pression sur les relations avec les pays du Sud, mais alimente aussi la concurrence entre les puissances du Nord.

L'industrie européenne a une faim insatiable d'énergie. A titre d'exemple, la construction d'une voiture de 750 kilos nécessite une tonne et demie de carburants fossiles. La majeure partie de cette énergie est produite hors de l'Union européenne, qui est donc dépendante de l'approvisionnement extérieur. Cette situation comporte des risques. Que se serait-il passé, par exemple, si la crise égyptienne avait empêché les tankers de passer par le Canal de Suez ? C'est pourquoi l'énergie est définie comme une ressource critique : elle est nécessaire au développement industriel mais sa disponibilité est limitée. Les pays européens ont adopté des politiques qui tiennent compte de ces risques, notamment en concluant des contrats avec des fournisseurs (par exemple l'Afrique du Nord pour le gaz ou l'Asie centrale pour le pétrole) garantissant sur le long terme l'achat de carburants à un prix "raisonnable". Cependant, les énergies fossiles ne sont pas tout. Comme l'a souligné un industriel allemand : "sans énergie, la voiture ne roule pas; mais sans minerais ("de l'aluminium au zirconium"), il n'y a pas de voiture du tout". Ici aussi, les Etats européens sont vulnérables.

Bien que tardive, cette prise de conscience n'en est pas moins brutale : ces matériaux sont difficiles à trouver en Europe et ils sont essentiels à l'innovation et à la production de nombreux produits, tels que les smartphones, les ordinateurs portables, les voitures électriques, les éoliennes, les panneaux solaires, etc. Le risque ne se limite pas seulement à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur; la concentration des sources de production pose également problème pour certains minerais : soit que deux ou trois entreprises en contrôlent la production (par exemple le tantale) soit que quelques pays en détiennent la majorité des réserves (par exemple le cobalt ou le niobium). Les fournisseurs peuvent donc "serrer le robinet" et faire monter les prix.

Afin de sécuriser l'approvisionnement en minerais nécessaires à la croissance de l'UE, la Commission européenne développe depuis 2008 une politique spécifique : l'Initiative sur les matières premières. Début février 2011, la Commission a publié de nouvelles propositions de mise en œuvre de cette politique. D'une part, l'UE devra réduire sa consommation et intensifier le recyclage, tout en relançant sa propre production de minerais. D'autre part, la Commission veut sécuriser l'approvisionnement externe, via sa politique commerciale et le développement d'une forme de "diplomatie des ressources". Elle désire ainsi inclure dans ses accords commerciaux le principe selon lequel les pays riches en ressources naturelles doivent garantir un accès libre aux ressources de leurs sous-sols. Les pays qui limiteront leurs exportations de minerais vers l'Europe perdront les avantages douaniers accordés aux produits qu'ils exportent sur le marché

européen. La Commission prétend que ces mesures visent en premier lieu les restrictions déloyales fixées par la Chine. Cependant, les pays producteurs de minerais les plus pauvres, notamment ceux d'Afrique, seront en principe également soumis à ces nouvelles règles. Ils se trouvent donc menacés par la guerre commerciale que se livrent l'UE et la Chine autour de l'accès aux ressources minières.

Au cours d'une consultation publique lancée par la Commission européenne fin 2010, différentes ONG belges ont demandé que les pays en voie de développement riches en matières premières soient exemptés de ces règles. Au lieu de les contraindre à exporter ces matières premières sous forme brute, ces pays devraient pouvoir choisir de les utiliser de la manière qui sert au mieux leur propre développement. Ils devraient pouvoir transformer eux-mêmes les produits miniers afin de les revendre ensuite avec une valeur ajoutée. Ils devraient pouvoir développer une industrie nationale autour de l'extraction des matières premières et la protéger de la concurrence des grandes multinationales. Ce modèle de développement souverain devrait être soutenu par la Commission, et ce d'autant plus que l'UE a elle-même appliqué avec succès ce modèle pour son propre développement économique. En outre, l'UE devrait examiner quels types de minerais elle importe. Certains minerais critiques sont extraits dans des situations de non respect des droits humains et des conditions sociales et environnementales déplorables. Dans certains cas, ces minerais viennent directement de territoires en guerre – comme le tantale de l'est du Congo. L'initiative européenne sur les matières premières doit donc établir

Il est temps d'intervenir si l'on veut empêcher que les pays en voie de développement riches en ressources naturelles soient (à nouveau) les dupes d'une curée internationale.

des normes quant à l'origine des minerais importés et doit réguler le comportement des entreprises européennes à l'étranger. Ce que les ONG belges demandent, c'est plus de cohérence entre la politique commerciale et la politique d'aide au développement de l'UE. Hélas, la Commission européenne élude actuellement cette question.

L'avidité pour les minerais dans le monde ne met pas seulement la pression sur les relations avec les pays producteurs du Sud, mais alimente aussi la concurrence entre les puissances économiques du Nord. Le Japon a adopté en 2009 une "Stratégie pour assurer un approvisionnement stable en métaux rares" qui est clairement orientée vers l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement outre-mer. Les Etats-Unis viennent de définir une nouvelle stratégie sur les matières premières critiques pour l'"industrie verte" (panneaux solaires, etc.) : là aussi les sources d'approvisionnement doivent être diversifiées. La course est lancée, les alliances se tissent, l'Occident serre les rangs. Le gouvernement japonais a récemment proposé une "coopération triangulaire" entre les Etats-Unis, l'UE et le Japon afin de faire ensemble pression sur la Chine. Les réserves diminuant, la concurrence ne fera que s'intensifier, et l'on devra de plus en plus se tourner vers les ressources d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Il est temps d'intervenir si l'on veut empêcher que les pays en voie de développement riches en ressources naturelles soient (à nouveau) les dupes d'une curée internationale qui les prive de la possibilité de mettre en œuvre une politique de développement durable et diversifiée.